


Commentaire - Pourquoi soutenir une politique qui va échouer ?

Geplaatst op zondag 16 september 2012 | 

 SHARE

L'euro a un magicien. Les gouvernements du Nord, dont le petit nôtre, ont découvert la poule aux œufs d'or, Mario aux doigts de fée. Il a suffi d'un mot, « Illimité », rapporté au rachat de titres d'Etat, sur le marché secondaire, par la Banque centrale européenne, pour que le spectre d'une dislocation de la zone euro s'éloigne et que les taux se détendent pour l'Espagne et l'Italie. Miracle sans nom, « nous » empruntons même à des taux inférieurs à l'inflation, d'ailleurs modérée dans un net contexte déflationniste...

Mais, si la Bundesbank a été mise en minorité, ce n'est là que la bonne face de la médaille. Mario Draghi est Janus, il a deux visages. Les Etats nécessiteux devront passer par une série de conditions pour accéder au magot du fonds de secours, le (futur) M.E.S., qui veut dire mécanisme européen de sécurité. Et ils sont peu pressés de passer sous les fourches caudines d'une « troïka » dont tout le programme consiste à imposer des mesures d'austérité qui aggravent à la fois la crise sociale et la récession.

La gauche de la gauche doit être claire dans ses messages : elle n'est pas « anti-européenne », elle est alter - européenne. Elle ne veut pas de l'Europe du grand capital. Et même « Pour ou contre l'austérité » est un débat creux. En 1945, un gouvernement travailliste a imposé aux Britanniques une politique d'austérité bénéfique pour les couches populaires. L'austérité des Barroso, Draghi, Merkel est au contraire synonyme d'inégalité sociale encore plus extrême.

Mais ce n'est pas seulement parce que cette politique est injuste qu'il faut la combattre. C'est parce qu'elle va échouer.

Le président français et son gouvernement de centre gauche viennent de souscrire à des objectifs budgétaires intenable, même « Le Monde » le dit en éditorial. Chaque point de récession diminuera les recettes fiscales. La multiplication des « plans sociaux » et des licenciements aggravera les charges publiques. Pour éviter qu'un discours critique mais réaliste ne débouche sur des votes négatifs, la direction du PS préfère éviter ce débat...

Les responsables politiques européens semblent miser sur une simple stagnation du PIB, sur une récession faible et gérable. Qu'ils étalent au moins dans le temps leurs objectifs budgétaires ! On vient même de consentir un délai pour le Portugal, tant la situation y est désespérée. Il y en aura d'autres. Quant à la Grèce, elle en est à mettre ses petites îles sur le marché. Une île grecque, M. Bernard Arnault ?

M. Barroso annonce au Parlement européen la mise en place d'une procédure de contrôle des banques par la B.C.E. Dont le président, Mario le féérique, est un ancien collaborateur de la (trop peu) célèbre banque d'affaires Goldman Sachs, cette pieuvre planétaire... Qu'est ce que la BCE va interdire aux banques ? Les achats à découvert, toutes opérations spéculatives sur des produits toxiques ? Le président de la Commission européenne est bien placé pour savoir à quel lobbying intense se livrent les grandes banques pour éviter –notamment- la scission des banques d'affaires et des banques de dépôt. Si M.Barroso n'en a pas parlé, c'est sans doute par distraction.

Le très libéral Premier ministre des Pays Bas, M.Rutte, vient de sauver sa couronne, mais il devra composer avec le P.v.d.A social-démocrate, l'autre vainqueur. C'est une inflexion vers le centre. Mais il faut retenir de ce scrutin que les libéraux, avec leurs salades, gardent une étonnante capacité à protéger la haute finance du mécontentement populaire.

Robert Falony

Repris de « La lettre socialiste ».

Numéro 35. Septembre 2012.

Retrouvez cette lettre, avec d'autres textes, sur le site <http://osons.le.socialisme.over-blog.com>

Adresse de contact : fal.roberty@skynet.be